

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-135

présenté par

M. Cinieri, M. Cordier, M. Jean-Pierre Vigier, M. Le Fur, M. Brun, M. Ramadier, Mme Boëlle,
Mme Corneloup et Mme Louwagie

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 8, insérer l'article suivant:**

I. – À la fin du 1° du A du II de l'article 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, la date : « 31 décembre 2020 » est remplacée par la date : « 31 juillet 2021 ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Un abattement exceptionnel de 70 % sur la plus-value résultant de la vente d'un terrain à bâtir, voire 85 % lorsque l'acquéreur prévoit un programme de construction de logements sociaux a été créé depuis le 1^{er} janvier 2018.

Le bénéfice de cet abattement exceptionnel est attribué si la promesse de vente est signée avant le 31 décembre 2020.

Or, la crise issue de la pandémie Covid a bouleversé tous les secteurs d'activités économiques, et en particulier celui de l'immobilier et de nombreux projets ont pris du retard et les signatures ne pourront avoir lieu comme prévu avant le 31 décembre 2020.

Cet amendement de repli propose de décaler au 31 juillet 2021 ce dispositif d'abattement exceptionnel.